



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-marche-devastateur>

# Le marché dévastateur

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1139 - février 2013 -

Date de mise en ligne : jeudi 2 mai 2013

Date de parution : février 2013

## **Description :**

Benjamin montre que, bien que l'idéologie libérale sur laquelle est fondée l'Europe soit à nouveau démentie par les faits, ses institutions s'obstinent à imposer concurrence et coupes budgétaires, donc encore moins de solidarité et de démocratie.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Les institutions européennes sont basées sur l'idéologie libérale selon laquelle il faut laisser faire le marché pour que l'équilibre économique soit assuré et stable. L'évolution de l'économie mondiale en 2012 vient à nouveau de démentir cette croyance, mais les institutions européennes s'obstinent. Benjamin montre qu'en invoquant leur "science", elles vont continuer à imposer concurrence et coupes budgétaires, ce qui signifie moins de solidarité et de démocratie, mais plus de profits pour une infime minorité, l'oligarchie.**

Les théories économiques d'inspiration libérale (comme le monétarisme, l'école du public choice, la théorie du capital humain ou celle d'Hayek) se réclament toutes de la science, mais leurs promoteurs justifient toujours a posteriori le fait que leur hypothèse majeure - le marché économique trouve spontanément son équilibre - ne se vérifie jamais dans les faits ! L'exemple récent le plus probant d'invalidation sans appel de l'hypothèse du marché régulateur est la crise dite "financière" de 2008. On voit mal, en effet, comment un tel évènement peut intégrer des raisonnements et des démonstrations qui associent systématiquement dérégulation, stabilité et croissance. D'ailleurs, aucun des analystes libéraux ne l'avait prévu. Et pour cause : a priori, rien dans leurs théories, ne permet de rendre compte de cette crise. Pourtant, face à ce cataclysme, rares furent ceux qui, comme Alan Greenspan, avouèrent le caractère erroné de leurs doctrines. Comme l'écrit André Orléan, « cette crise est donc endogène selon nous. Autrement dit, il s'agit d'en revenir à la question théorique centrale, celle de l'efficacité des marchés financiers. C'est là le coeur du problème et non pas la prétendue apparition de comportements cupides ou irrationnels. La crise ne vient pas de ce que les règles du jeu financier ont été contournées mais du fait qu'elles ont été suivies. Mais notre diagnostic reste pour l'instant minoritaire. Le point de vue dominant, qui ne manque pas d'arguments solides, défend a contrario l'idée que la logique financière est, en son principe, parfaitement efficace mais qu'elle s'est trouvée fortuitement entravée par la présence de forces perturbatrices exogènes. Est désignée en l'occurrence comme coupable une titrisation mal faite parce que trop opaque et trop complexe » [\[1\]](#).

Un second exemple, tout aussi marquant, est la crise européenne. Elle constitue elle aussi une anomalie de taille pour les théories libérales selon lesquelles la construction de l'Union comme marché déréglementé devait assurer la prospérité et l'unité du continent. En effet, l'intégration européenne, c'est-à-dire la volonté de rassembler les États autour d'institutions communes et de resserrer leurs écarts de développement, est avant tout pensée par la Commission comme l'intégration à un marché économique [\[2\]](#). Ce fut le cas par exemple en 1986 avec la signature de l'Acte Unique qui devait redonner de la cohésion à la CEE après les chocs pétroliers : « Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale. En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les diverses régions et le retard des régions les moins favorisées » (traité relatif à l'Acte Unique, dont le principal artisan fut Jacques Delors, alors président de la Commission).

Dans un premier temps, au cours des années 1990 et 2000, des trajectoires comme celle de l'Espagne ou de l'Irlande ont pu laisser penser que ce système fonctionnait et que l'appartenance à l'Union garantissait un décollage-rattrapage rapide [\[3\]](#), comparable à celui des "dragons" asiatiques (on parlait alors du "tigre celtique" à propos de l'Irlande et de "miracle espagnol") et, à terme, une convergence des économies européennes. L'oracle libéral se réalisait.

Aujourd'hui, évidemment, la situation apparaît singulièrement plus compliquée, bien moins conforme aux grandes

prédictions théoriques : de sommet en sommet, les dirigeants européens donnent l'impression d'une UE au bord du gouffre et qui en réchappe à chaque fois in extremis. Même si nous faisons l'effort de croire au mythe fondateur européen de la communauté de destin, même si nous passons le cynisme du « ensemble-plus-forts-dans-la-mondialisation », l'Union n'apparaît plus, c'est peu de le dire, comme un bloc prospère et homogène. La récession révèle des situations pour le moins disparates. Nous découvrons cette hétérogénéité dans la mesure où elle n'avait jamais été mise en avant de manière aussi franche par le passé. Par exemple, nous savions que la zone Euro n'était pas homogène. Mais l'éventualité de son éclatement pour cause de trop grandes disparités n'avait jamais été sérieusement envisagée avant ces toutes dernières années. Ce constat majeur interroge près de 60 ans d'intégration économique sous l'égide de la Commission Européenne. On fera remarquer que les désordres politiques ne sont pas moins graves. L'ancien Président du Conseil italien menace la Chancelière allemande, qui elle-même ne veut pas que son pays paye l'indiscipline de ceux qui vivent à crédit. Jacques Delors « suggère » au Royaume-Uni de quitter l'Union... Et ce n'est pas fini, car les années qui viennent accentueront les différences des niveaux de vie des populations, conséquence d'une Europe à plusieurs vitesses. Avec la récession, les plans de sauvetage et les faillites d'États qui guettent, justifications politiques et prétentions théoriques s'effondrent.

Mais à nouveau, les analystes libéraux, solidaires en cela de la Commission, de la BCE ou du FMI, n'ont qu'un seul réflexe : persévérer, sans jamais amorcer ne serait-ce que le début d'un commencement de réexamen des présupposés théoriques qui fondent leurs inébranlables certitudes ! Pour la Commission Européenne, le marché demeure la solution universelle : compétitivité, croissance et convergence vont de pair ! Signe incontestable que la crise n'infléchit en rien la ligne historique, les rapports de Bruxelles ne varient pas : « Un marché unique intégré est un moteur essentiel de la croissance économique et de l'emploi, de même qu'il offre des opportunités élargies aux citoyens de l'Union européenne. C'est pourquoi l'intégration du marché unique joue un rôle central dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 » [4]. L'allocation des fonds structurels (qui doit garantir la "cohésion" régionale par le "rattrapage économique" des régions les plus défavorisées) témoigne de cette association entre convergence économique et déréglementation. C'est le cas par exemple du programme 2007-2013 : les deux premiers objectifs sont : 1° Convergence (convergence des États) et 2° Compétitivité régionale et emploi (aide à la dérégulation). Le troisième, 3° Coopération territoriale européenne, n'est doté que de 2,5% du budget total. L'ordre des priorités est clairement affiché !

Selon la Commission Européenne donc, le marché n'est pas en cause. La crise vient plutôt de l'importance des déficits publics et des dettes souveraines. Bien évidemment, aucun mot sur la finance dérégulée, sur les mécanismes de financement des États ou sur les contre-réformes fiscales. C'est même le contraire ! Son rapport de novembre 2012 passe en revue les « catalyseurs de la croissance et de l'emploi » : « dans sa communication sur une meilleure gouvernance pour le marché unique adoptée en juin 2012, la Commission recommande d'agir pour libérer le potentiel du marché unique dans les domaines où ce potentiel est le plus grand. Se fondant sur un certain nombre d'indicateurs économiques, elle a identifié les services, les services financiers, les transports, le marché numérique et l'énergie comme étant des domaines clés pour la mise en oeuvre de mesures prioritaires et pour un renforcement du marché unique » [4]. Quant à l'hétérogénéité des conjonctures économiques, elle serait liée à l'indiscipline de certains États qui n'auraient pas mis en oeuvre le programme de dérégulation de l'économie, censé leur assurer la sacro-sainte compétitivité : les gouvernements auraient trop longtemps reculé devant les « réformes structurelles », pourtant incontournables qu'appelle la concurrence libre et non faussée des traités ! Bref, entre les comptes publics plombés et le défaut de compétitivité, force est de constater que « les forces perturbatrices exogènes » sont toujours à l'oeuvre. Heureusement, l'accumulation accélérée de traités et de mesures dont les contenus se répètent devrait finir par mater les plus récalcitrants : Traité de Maastricht (1991), Pacte de Stabilité et de croissance (1999), Semestre européen (2010), 6+2-Pack (2010), Pacte pour l'EuroPlus (2010), TSCG (2012)...

Mais cette succession entre prédictions démenties et justifications idéologiques est sans fin. Par exemple, la capacité de ces traités à générer de la croissance fait débat. Effectivement, les quelques pays qui appliquent les réformes structurelles plongent dans une austérité catastrophique : le remède ne serait-il pas plus nocif que le mal lui-même ? Qu'à cela ne tienne ! D'une part Christine Lagarde vous expliquera qu'en passer par une phase

d'austérité préalable, plus ou moins longue, pour retrouver le chemin de la croissance est le prix à payer pour toutes ces années d'incurie budgétaire et de négligence fiscale (cf. ses propos en mai 2012 sur les Grecs et l'impôt). D'autre part, à tous ceux qui doutent des bienfaits de leur potion amère, les libéraux opposent un modèle, véritable preuve que « ça marche » : l'Allemagne. Selon eux, ce pays aurait consenti plus tôt que les autres, et de lui-même, des sacrifices importants qui feraient de lui la nouvelle référence européenne, après les encombrants naufrages espagnol et irlandais. Moyennant la mise en oeuvre des réformes, la Grèce, l'Italie ou l'Espagne finiront donc par combler leur retard sur l'Allemagne.

Les limites du soi-disant "modèle allemand" sont partout suffisamment relevées pour que nous puissions parler de contre-modèle social [5]. Mais au-delà des critères sociaux, ce pays est un contre-modèle tout court. L'idée du rattrapage est un mythe. La concurrence des économies nationales ne peut pas bénéficier à tous car le marché n'a jamais été un système "gagnant-gagnant". L'analyse territoriale est un terrain privilégié d'enquêtes à ce sujet : la compétition des territoires se solde généralement par des inégalités que seule la puissance publique permet de compenser en redistribuant les richesses. Jusqu'à preuve du contraire, le marché concentre les richesses et il déséquilibre les ensembles territoriaux. Ceux qui voudraient nous convaincre du contraire, c'est-à-dire de la vertu de la mise en concurrence systématique des économies régionales et nationales, ont un bien gros travail de démonstration en perspective !

Par ailleurs, dans l'Europe actuelle, l'excédent des uns est le déficit des autres. C'est grosso modo la complémentarité de l'offre et de la demande. Il est évident qu'une telle situation interdit tout rattrapage : tous les pays membres ne peuvent pas devenir compétitifs en même temps et avoir tous une balance commerciale excédentaire, comme l'Allemagne aujourd'hui. Cette dernière n'est donc pas un modèle à copier ou à rattraper. Sa situation est due à l'exclusivité de sa suprématie.

Bref, les grandes prédictions sur le rattrapage, sur la convergence des économies, vont être rapidement infirmées. Quel aveuglement, direz-vous ! La construction théorique ne cherche pas à rendre compte de la réalité ; c'est l'inverse, on interprète les faits pour qu'ils s'adaptent à la théorie, pour la justifier !

Plusieurs explications de cette vilaine méthode sont possibles. Présentons-en les termes extrêmes.

Hypothèse N°1 : c'est celle d'André Orléan dans un ouvrage passionnant [6] : « Cette situation ne doit pas étonner. La démarche scientifique a sa propre temporalité. Les économistes ne sont pas des girouettes qui, à la demande, pourraient enseigner aujourd'hui le contraire de ce qu'ils ont professé hier. La théorie économique n'est pas un catalogue de recettes dans lequel on peut puiser au gré des circonstances, mais un corps de doctrines fortement structurées autour d'hypothèses, de méthodes et de résultats : ce qu'on nomme également un "paradigme". En son temps, Thomas Kuhn a montré qu'il est dans la nature même de l'organisation paradigmatique de résister aux crises. » Selon cet auteur, le champ scientifique a ses inerties et, en l'absence de modèle alternatif, la théorie dominante, même copieusement mise à mal, continue de faire autorité.

L'hypothèse N°2, moins indulgente, suggère que les économistes dominants ont troqué leur neutralité pour la défense de certains intérêts.

Il est fort tentant de retenir cette dernière. La collusion entre le monde académique et les sphères politique et économique n'est pas nouvelle. Mario Monti en est probablement le meilleur exemple, placé entre l'université, Goldman Sachs, la Commission Européenne et les hauts postes au sein de l'État italien ! Derrière le débat théorique (mise en cause des hypothèses libérales ou confiance reconduite envers les marchés), les enjeux sont vraisemblablement trop importants : les profits d'un côté et le sort des populations de l'autre, avec la liquidation du modèle social fondé sur la solidarité, l'abandon de toute exigence démocratique et une attaque en règle du monde du travail, dont le coût, prétendu intolérable, est présenté comme la variable d'ajustement par excellence des

économies européennes pour qu'elles soient plus compétitives.

Espérons qu'en 2013, à la convergence néolibérale et forcée des politiques économiques, répondra celle des luttes pour une Europe solidaire, le seul vrai rêve européen !

---

[1] A. Orléan, De l'euphorie à la panique : penser la crise financière, Coll. CEPREMAP, Ed. Rue d'Ulm, Paris, 2009, p.14. L'introduction revient de manière significative sur le "cas Greenspan".

[2] D'autres options existaient comme une division du travail équitable à l'échelle continentale, c'est-à-dire à des relations de complémentarité productive.

[3] Josefa Garcia Grande, économiste à la fondation Ortega y Gasset, à Madrid déclarait en 2003 : « En soi, la croissance espagnole n'a rien de surprenant. Nous partions de très bas et nous sommes en phase de rattrapage. D'ailleurs, depuis les années 80, l'Espagne a toujours crû de 0,8 % au-dessus de la moyenne communautaire. »

[4] Rapport de la Commission : État 2013 de l'intégration du marché unique, contribution à l'examen annuel de la croissance. Nov. 2012.

[5] Voir bien sûr l'article de Jean-Pierre Mon Est-ce ce que vous souhaitez ? dans le numéro précédent (Grande Relève 1138) et que les développements qui suivent ne font que prolonger. On notera qu'avant les dégâts sociaux du "modèle allemand", la face cachée du "miracle espagnol" était ... une précarité à 33% !

[6] A. Orléan, L'empire de la valeur, Coll. La couleur des idées, éd. Seuil, Paris, 2011, p.10.